

Rouge Emeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°91
26 novembre
2021

31 morts dans la Manche: Johnson assassin, Macron complice !

Les corps de 31 migrants, qui tentaient de gagner le Royaume-Uni sur une embarcation de fortune, ont été repêchés dans la Manche. Boris Johnson qui leur ferme ses frontières maritimes et Emmanuel Macron, qui les traque avec ses forces de l'ordre, sont directement responsables de ces décès. Car ce sont les législations réactionnaires adoptées dans les deux pays qui donnent aux réseaux de passeurs l'opportunité de proposer aux migrants des traversées coûteuses mais surtout dangereuses. Et les migrants n'ont guère le choix. Plusieurs associations qui viennent en aide aux migrants, dont Utopia 56 et France Fraternités, ont dénoncé la responsabilité politique de la France et du Royaume-Uni dans ce drame. Sans oublier l'Union européenne qui cautionne.

Une propagande xénophobe et mensongère

Les migrants sont aujourd'hui traités avec un cynisme odieux par les Etats européens. Tandis que la Biélorussie les utilise comme moyen de pression, la Pologne construit un mur digne du fameux mur de Berlin ou de celui de Trump à la frontière mexicaine. Elle a créé une zone de non droit où les migrants qui ont réussi à passer errent dans des forêts gelées et manquent de tout. Plusieurs autres Etats ont pris des mesures scandaleuses, comme le Danemark qui entend expulser des réfugiés de guerre syriens arrivés en 2015. Et de nombreux politiciens attendent la haine xénophobe comme Orban en Hongrie ou Zemmour en France. Ce déferlement de haine n'a pour but que de détourner les classes populaires des vrais problèmes : le chômage, la précarité, la baisse du niveau de vie. Car, non, les migrants ne menacent en aucune façon les travailleurs des pays concernés.

La chasse aux migrants coûte plus cher que leur accueil

Si on utilisait pour accueillir, héberger et intégrer ces hommes, ces femmes et ces enfants, les sommes consacrées à les pourchasser, les choses commenceraient peut-être à changer. Ainsi, selon le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les migrations, en 2020, la gestion des migrants dans le Calvados et sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord, a coûté 160 millions d'euros, dont 40 millions versés par la Grande-Bretagne. Mais attention, 85 % de cette somme a servi à financer les forces de police et de gendarmerie et 15 % seulement ont été « dédiés à la prise en charge sanitaire, sociale ou humanitaire des populations migrantes ». Bref, priorité à la matraque. On voit aujourd'hui où cela conduit. Et les déclarations martiales de Macron contre les passeurs ne seront pas suffisantes pour cacher son écrasante responsabilité dans ce drame. Si des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants fuient leur pays d'origine, c'est le plus souvent en raison des guerres dans lesquelles les grandes puissances portent une grande part de responsabilité, des régimes dictatoriaux et de la misère engendrée par le pillage des richesses naturelles de ces pays. N'oublions pas que la France soutient toutes les dictatures qui servent les intérêts des grands capitalistes comme Bolloré et cie.

Solidarité avec les migrants. Exigeons la liberté de circulation des peuples.

"NON AU MONDE DE ZEMMOUR"

Nous étions environ 400 personnes, en grande partie de Pleurtuit et du pays Saint-Malo - Dinan, à nous être mobilisé.es pour « accueillir » Zemmour sur la place de l'église puis devant la salle Delta de Pleurtuit, le 29 octobre.

Dans leur diversité, les interventions sur la place de la Mairie des habitant.es de Pleurtuit, de la coordination malouine "Le monde d'après", les nombreux slogans et chansons antiracistes et anti fascistes ont exprimé une saine réaction populaire rejetant les idées nauséabondes et les falsifications de l'histoire, distillées par Zemmour.

Il fallait le faire. Nous l'avons fait.



Dans un air du temps où soufflent des vents nauséabonds, la présence de Philippe Poutou, candidat du NPA à la prochaine élection présidentielle, est utile.

À l'opposé de la campagne réactionnaire autour du vrai-faux suspense de la candidature Zemmour, de la surenchère entre les différents prétendants de droite, et de la politique macroniste qui conjugue reculs sociaux et autoritarisme, la présence de Philippe Poutou fait entendre un tout autre discours et tranche avec les autres candidatures.

La polémique suscitée par la menace de dépôt de plainte de Darmanin contre notre candidat suite à ses propos sur la police montre d'ailleurs que, pour le pouvoir, toutes les vérités ne seraient pas bonnes à dire... Et il aura fallu que Philippe Poutou fasse son premier média national le 13 octobre pour entendre rappeler cette vérité : « La police tue ».

Au-delà, c'est bien tout un système que le débat de la campagne présidentielle doit permettre de mettre en accusation. Car au quotidien, le travail, l'exploitation, la précarité et la pauvreté tuent eux aussi, et s'il y a une leçon à retenir de la crise sanitaire mondiale du Covid-19, c'est que le capitalisme, avec le règne du profit qui empêche des pays entiers d'accéder à la vaccination, et des attaques incessantes contre l'hôpital et le service public de santé, est une faillite néfaste.

Pour défendre des mesures répondant aux urgences actuelles sur le terrain social (notamment de l'emploi et des revenus), de l'écologie radicale, des libertés démocratiques ou de l'égalité des droits, pour porter la nécessité de construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions, Philippe Poutou et le NPA sont donc en campagne.

*Dans ce cadre, notre candidat tiendra un **meeting jeudi 2 décembre à 19h à la Maison de Quartier de Villejean à Rennes (2 rue de Bourgogne, M° Villejean Université).***

Y prendront aussi la parole des acteurs/trices des luttes rennaises : grévistes, soutiens de la lutte des sans-papiers à Rennes et des militantEs contre l'autoritarisme et la politique carcérale, ainsi qu'un camarade du secteur jeune du NPA Rennes.

Covoiturage au départ de Saint-Malo pour se rendre au meeting rennais; prendre contact par npasaintmalo@gmail.com



Réorganisation hospitalière: la mobilisation monte en puissance

La direction du Groupement Hospitalier de Territoire a fini (sous la pression syndicale) par rendre public un document, présenté comme le rapport Rossetti. Une nouvelle étape de l'action pour la défense du service public hospitalier s'est donc ouverte puisque nous connaissons désormais les intentions du petit cercle qui pilote ce projet de restructuration.

Rappelons (cf. notre précédent numéro) que celui-ci envisage:

1. une réduction de l'offre publique de soins sur le secteur sanitaire avec **suppression de l'ordre de 90 lits** et d'une quinzaine de places de spécialités ou de soins critiques

2. un dispositif reposant sur 3 hôpitaux de « proximité » (Dinan, Saint-Malo-ville et Cancale) articulés autour d'un « hôpital technique » situé vraisemblablement près de la piscine Aquamalo. Dans cette construction, **l'hôpital de Dinan perd sa maternité, sa chirurgie et ses services de médecine de spécialité.**

3. et ce faisant, fait courir un risque

◇ **pour l'attractivité des spécialités et activités critiques concentrées dans l'hôpital technique malouin,**

◇ **pour l'accès de tout un chacun aux soins,** dans la mesure où cette rétraction du service public ouvre des opportunités au secteur privé libéral et lucratif,

◇ **À l'emploi public et à l'équilibre financier** à la structure fusionnée qui succèdera aux 3 hôpitaux actuels.

Aussi, avec les syndicalistes CGT et Sud Santé et la coordination « *Le monde d'après* », plusieurs actions unitaires de sensibilisation ont été rapidement engagées pour alerter la population sur les dangers de ce projet, tant il apparaît que celui-ci s'inscrit dans la logique de casse de l'hôpital public que le gouvernement tente de masquer par sa politique d'aide à l'investissement.

Le 18 novembre dernier, nous étions plus d'une vingtaine de militant.es syndicalistes, politiques et associatifs dinannais et malouins à informer la population du secteur de Dinan. Parallèlement, une **réunion publique à Dinan le 10 décembre** et une **enquête pour faire ressortir besoins et attentes de la population** sont en préparation.

Et le **4 décembre** prochain, une délégation se rendra au rassemblement de Guingamp, dans le cadre de la journée d'action nationale, initiée par la **coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité** pour s'opposer aux restructurations « à la hache » et dénoncer la grave crise que traverse le service public hospitalier.

**En écho aux restructurations annoncées dans le secteur sanitaire
Dinan-Saint-Malo, participons à la journée nationale d'action
« URGENCE POUR L'HÔPITAL PUBLIC, DÉSASTRE SANITAIRE EN COURS »**

RASSEMBLEMENT REGIONAL

Samedi 4 décembre à 11h

Jardin du cdt Billoit, 5, place du Champ du Roy - Guingamp

Covoiturage au départ de Saint-Malo, organisé par la coordination « le monde d'après ». Prendre contact par construisonslapres@gmail.com

Manifestation contre les licenciements

Le 27 novembre, notre camarade Philippe Poutou, participera à la manifestation nationale contre les licenciements qui se déroulera à Paris et partira du ministère de l'économie.

Cette manifestation est organisée à l'initiative de plusieurs organisations syndicales, dont celles de PPG, l'ex Joint Français, dont la direction veut supprimer 208 emplois à Bezons. Appellent aussi les salarié.es et syndicats des de TUI, H&M, Monoprix, TransDev...

Face aux vagues de licenciement, il faut une réponse collective pour ne pas laisser isoler chaque entreprise.



Bon vent à **banc public**

Certain.es de nos « compagnons de route » d'Osons! se sont lancé.es dans l'édition d'un journal local trimestriel et viennent de publier le 1er numéro. Nous relevons dans cette première livraison plusieurs articles qui font écho à nos préoccupations et aux combats locaux que nous menons. A ce titre, nous apprécions, par exemple, le dossier sur le futur (?) « grand stade », qui apporte des éléments d'analyse fouillés sur ce projet dont nous avons décrit la logique capitaliste en juin dernier (<http://www.anticapitaliste-35.org/Saint-Malo-le-projet-de-stadium.html>).

A lire donc et tous nos souhaits de pérennité à **banc public**. Abonnements par <https://www.helloasso.com/associations/les-ami-e-s-de-banc-public/paiements/abonnement-d-un-an-au-journal-banc-public>

PECHE ARTISANALE: CA BLOQUE

Dans notre n° 78 (janvier 2021), nous abordons la problématique du Brexit et de son impact délétère sur l'activité des pêcheurs bretons et malouins. Nous y sommes... Les médias ont relaté les épisodes successifs de la partie de bras de fer en cours au sujet des licences de pêche dans les eaux des îles anglo-normandes. Aujourd'hui, plusieurs dizaines de bateaux « bénéficient » soit d'une autorisation provisoire qui s'achève le 31 décembre soit n'ont pas de licence du tout, car du fait de leur petite taille, ils ne sont pas en mesure de fournir les preuves d'une antériorité d'activité dans les eaux jersiaises.

Face à la menace de la cessation d'activité et aux tergiversations des « négociateurs », de l'Union Européenne, du ministère français de la Mer (qui a été jusqu'à avancer l'idée d'indemniser la sortie de la flotte des bateaux non franchisés !) et du gouvernement britannique, artisans et matelots malouins et français ont engagé des opérations de blocage des ports de la Manche.

Nous ne pouvons que soutenir ces actions tant il s'avère que les accords du Brexit tournent le dos aux intérêts des travailleurs de la mer et qu'il est plus que temps qu'une activité comme la pêche sorte d'une gestion archaïque de pré-carré et qu'elle soit planifiée au niveau international pour éviter les conflits entre pêcheurs comme pour assurer la protection des espèces.

Ascoval: Macron cède au chantage patronal

Le groupe Saarsthal, propriétaire de l'aciérie Ascoval qui emploie 270 personnes près de Valenciennes, avait annoncé la délocalisation de 40 % de sa production en Allemagne. Motif : le coût de l'électricité moins élevé car les hauts fourneaux sont alimentés au charbon outre-Rhin. Déjà en 2018, cette aciérie, qui appartenait à l'origine à Vallourec avait été mise en redressement judiciaire et les salariés s'étaient mis en grève pour conserver leur emploi. Après diverses péripéties, elle avait été reprise par le groupe allemand Saarsthal.

Voici quelques mois, l'Etat avait annulé une dette de 7,2 millions d'euros sur 67 que doit Ascoval à la Région. Cette fois, ce sont les tarifs d'EDF qui vont être subventionnés. Chaque fois que l'entreprise est en difficulté ou passe de mains en mains, c'est le même chantage pour obtenir des subventions en échange de la promesse de maintenir l'emploi. Sans aucune garantie que ces promesses seront tenues.

Face à cette arnaque permanente sur le dos du budget de l'Etat, la seule réponse conforme à l'intérêt des salariés serait l'expropriation des entreprises qui licencient, sous le contrôle des travailleurs, et le partage du travail entre tous avec réduction de sa durée.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre site internet départemental et à discuter sur notre page facebook:

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

La 5ème vague de l'épidémie COVID est bel et bien là, en particulier dans notre région où l'on retrouve des taux d'incidence du mois d'août. Sur l'Ille-et-Vilaine, le taux d'incidence vient de passer le seuil des 200 cas pour 100.000 habitants. Protégeons-nous !
(données ARS du 19/11)

	8 au 14 sept	15 au 21 sept	29 sept au 5 oct	13 au 19 oct	27 oct au 2 nov	10 au 16 nov
Evolution de la situation épidémique	Taux d'incidence pour 100.000 habitants					
CA Saint-Malo Agglomération	65,9	37,1	18	40,1	86,2	154,1
CC Cote d'Emeraude	36,1	17	22,6	45,8	87,4	187,7
CC Bretagne romantique	60,3	31,5	28,2	12,4	74,4	123,4
CC pays de Dol/Baie Mt St Michel	30,2	22,1	46,2	26,2	88,6	107,2
CA Dinan Agglomération	77,6	73,8	16,7	92,6	68,4	83,5

Face à la 5ème vague, le gouvernement autrichien a décrété le confinement généralisé, pour les vaccinés et les non-vaccinés, assorti d'une future obligation vaccinale. Un avertissement.

Un horizon qui nous menace aussi, n'en doutons pas, au-delà des différences de taux de vaccination (65% contre 75% en France), et des gestes barrières levés beaucoup plus rapidement en Autriche, notamment pour relancer l'industrie touristique du ski. Une vaccination et un port du masque violemment contestés depuis longtemps par l'extrême-droite autrichienne.

Ce confinement et cette obligation vaccinale signent l'échec des politiques qui cherchent à contraindre plus qu'à convaincre, des politiques qui lèvent le pied sur les gestes barrière pour relancer au plus vite les profits !

Alors pour éviter cette extrémité, **il y a urgence !**

Urgence à bâtir des campagnes de prévention qui s'appuient sur les salariés, la jeunesse, les syndicats, les associations, avec les moyens correspondants, pour promouvoir les mesures barrières, individuelles et collectives.

Urgence à abandonner le déremboursement des tests, alors qu'il faut au contraire les faciliter et se servir de cette occasion pour faire de la pédagogie vaccinale!

Urgence à favoriser le télétravail, notamment pour toutes les salarié.es âgé.es et souffrant de comorbidités,

Urgence à embaucher des personnels, à réquisitionner des locaux vides pour doubler classes, cantines, amphis, locaux.

Urgence à généraliser l'usage des testeurs de CO2, pour vérifier la ventilation des pièces.

Et comme le pouvoir sur nos vies, nos quartiers, nos hôpitaux, l'organisation du travail ne nous sera jamais donné, ni par le patron ni par le Macron, urgence pour le mouvement ouvrier de repartir à l'offensive pour exiger un bouclier social face au covid, une politique de prévention, de santé publique, dans tous les lieux de vies, et pas seulement une politique centrée sur le soin.

Urgence aussi d'en finir avec l'austérité à l'hôpital, les menaces de réquisition de soignants qui ne font qu'aggraver la fuite des personnels, alors que l'hôpital risque de s'effondrer, à commencer par les services d'urgences.

Urgence d'une augmentation massive et immédiate des salaires des personnels de santé, qui pourrait donner un peu d'espoir et l'envie de s'accrocher encore une fois face à la vague covid qui vient, sans parler de la grippe et des bronchiolites !

Urgence à imposer un plan d'embauche, de réouverture de lits, de formation rémunérée. C'est tout l'objet de la mobilisation du 4 décembre !

Toutes les données concordent pour souligner les 90% d'efficacité de la vaccination contre les formes graves, la réduction de la transmission d'un facteur quatre pour les vaccinés face au variant delta, mais aussi pour démontrer que l'immunité baisse fortement vers le sixième mois. D'où l'enjeu de la vaccination, en France et dans le monde.

Face à la menace de l'obligation vaccinale, nous réaffirmons que tous les dispositifs de prévention organisée, bâtis avec les populations, ont toujours montré une efficacité supérieure à la prévention individuelle (où chacun se débrouille... après que Jupiter ait parlé, ou brandi le passe sanitaire, ou demain l'obligation vaccinale). Que ce soit en terme d'adhésion, de réduction des inégalités sociales, d'âge ou de territoire. Sans parler de la répression policière et des licenciements que cette obligation suppose ! Une prévention organisée, s'appuyant sur les acteurs du soins et de la prévention déjà connus du public, avec invitation, coup de téléphone ou passage pour discuter des résistances, des difficultés à se rendre dans un centre de vaccination, pour inviter une infirmière à domicile. Une vaccination universelle et gratuite, car la pénurie favorise le cortège de morts de la pandémie et l'émergence de nouveaux variants. C'est tout l'objet des **mobilisations internationales du 30 novembre**, au moment de l'ouverture du sommet de l'OMC, pour imposer la levée des brevets et de tous les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, mais aussi les traitements et les tests covid. **Personne n'est en sécurité, tant que tout le monde ne l'est pas ! N'est ce pas ce que confirme l'émergence du nouveau variant Omicron.**



Rémi Fraisse : Les gendarmes ne savaient pas que leurs armes tuaient !

Sept ans après la mort de Rémi Fraisse à Sivens, dans le Tarn, le tribunal administratif a jugé l'État partiellement responsable mais pas coupable du décès du jeune écologiste tué par la grenade d'un gendarme.

Ce jour-là, celui-ci participait, avec des milliers de personnes, à une manifestation contre le projet de construction d'un barrage. Selon le tribunal, les gendarmes n'ont rien à se reprocher, car ils ne connaissaient pas la dangerosité des armes qu'ils utilisaient et l'État n'a commis aucune faute. Cependant, dans la mesure où « le décès de Rémi Fraisse résulte directement d'une mesure prise par l'autorité publique », l'État est reconnu responsable à 80 %, les 20 % restant incombant à Fraisse lui-même qui, s'il ne s'était pas rendu à la manifestation, ne serait pas mort.

L'État devra verser à la famille 46.400 euros de dommages et intérêts. Les avocats de la famille dénoncent « une dénégation criante de la réalité » notamment « de la responsabilité des autorités civiles, du préfet jusqu'au Premier ministre ». « La famille continuera donc à se battre pour l'honneur de Rémi et pour toutes les victimes de la violence d'État. » Une violence qui, comme dirait Darmanin, n'existe pas.

Le retour de la famine

international

Beaucoup d'entre nous ont visionné ces reportages terrifiants sur Madagascar.

Près d'un million de personnes sont menacées de famine et certaines en sont réduites à manger des crickets et des galettes de boue séchée.

A l'origine de cette situation : la chute de la production de produits alimentaires, en particulier de manioc, liée aux changements climatiques. Il n'a pas plu depuis trois ans dans le sud de Madagascar.

Mais Madagascar n'est pas le seul pays frappé. La famine sévit dans près de 43 pays selon l'ONG Care, dont le Yémen, le Soudan, le Nigéria, l'Afghanistan. Aux problèmes climatiques s'ajoutent les guerres comme au Yémen et en Afghanistan.

On voit à quelles catastrophes mène le capitalisme, alors qu'il existe aujourd'hui tous les moyens techniques nécessaire pour que chacun puisse manger à sa faim sur la planète.

Violences faites aux femmes, ça suffit !

Le 25 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes se sont mobilisées. Des événements récents comme les accusations de viol contre Nicolas Hulot montrent qu'aucun milieu social n'échappe à ces violences. Il est important de les dénoncer, mais il est évident que des manifestations ne suffiront pas. C'est au quotidien, au travail comme dans les familles, qu'il faut établir un rapport de forces susceptible de faire évoluer les mentalités. Que de nombreuses victimes osent prendre la parole est déjà un premier pas.

A voir : une émission disponible sur le site du NPA, avec en particulier la participation de Agata Gzacka, militante féministe de Pologne, un pays où les femmes doivent affronter une Eglise et un gouvernement particulièrement rétrogrades: <https://nouveaupartianticapitaliste.org/index.php/videos/mobilisons-nous-contre-les-violences-patriarcales-lanticapitaliste-lemission>

Fini le climato-négationnisme, exit les climato-sceptiques ! Tout le monde semble d'accord : il faut rester en deçà de 1,5 °C d'augmentation de la température de la terre par rapport à la période préindustrielle. Alors pourquoi les émissions de gaz à effet de serre (GES) continuent-elles d'augmenter ? Pourquoi les engagements cumulés des États nous conduisent-ils à une augmentation 2,7°C à la fin du siècle ?

Pour rester en dessous de 1,5 °C, les émissions mondiales de CO2 doivent baisser de 59 % d'ici 2030 et être réduites à zéro d'ici 2050. Mais 59 % est un objectif global, si on tient compte des responsabilités différentes du Nord et du Sud, les pays développés devraient réduire leurs émissions beaucoup plus radicalement, d'au moins 65 % pour l'Union Européenne. Les quatre cinquièmes de ces émissions proviennent de la combustion des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole) qui couvrent encore plus de 80 % des besoins en énergie. Mais pour les groupes qui les exploitent, les réserves d'énergies fossiles et les installations nécessaires à leur mise sur le marché représentent un énorme capital (un 5ème du PIB mondial !). C'est ce capital que capitalistes et gouvernements qui les servent refusent de détruire pour enrayer la catastrophe climatique.

Blabla, mensonges, tromperies, fausses solutions et vrai colonialisme

La multiplication des événements extrêmes attestant du bouleversement climatique en cours (sécheresses, ouragans, mégafeux...) et la mobilisation des peuples et de la jeunesse dans le monde rendent désormais politiquement intenable de poursuivre ouvertement dans le déni et l'inaction.

D'où les grandes déclarations sur l'urgence, la gravité de la situation, c'est cela le **blabla** !.

D'où les affirmations de la Commission Européenne selon lesquelles « *le processus mondial d'abandon des combustibles fossiles est déjà bien engagé* », c'est cela le **mensonge**. Car, en réalité, les gouvernements prévoient une augmentation de la production mondiale de pétrole et de gaz, une faible baisse de celle du charbon, conduisant en 2030 à une utilisation des combustibles fossiles plus de deux fois supérieure à celle qui serait compatible avec l'objectif des 1,5 °C. Quant au versement des pays riches au Fonds vert pour aider le Sud à faire face au changement climatique, celui-ci n'atteindra les 100 milliards de dollars par an promis il y a plus de 10 ans qu'en 2023 (en 2019, il plafonnait en dessous de 80 milliards, dont 80 % étaient des prêts remboursables !).

D'où cette annonce de la « neutralité carbone en 2050 » appelée aussi « émission nette zéro ». C'est cela la **tromperie** majeure. Car fixer l'horizon de 2050 c'est se permettre de s'affranchir d'objectifs à plus court terme tout en se donnant la possibilité de dépassements temporaires alors même que les points de bascule sont frôlés en Amazonie ou pour la calotte glaciaire du Groenland. En outre, la neutralité s'appuie sur une série de **fausses solutions** plus inefficaces, dangereuses et inégalitaires les unes que les autres: capture et séquestration du carbone, nucléaire, mécanisme de compensation... Rappelons que le processus de compensation accapare terres et ressources des peuples du Sud afin de neutraliser les émissions des plus riches : du pur colonialisme repeint en vert.

TotalEnergies, le nom de l'écoblanchiment capitaliste

Total sait depuis 1971 que le dérèglement climatique est une menace réelle et que le CO2 émis par les combustibles fossiles en est responsable. Après une longue période de silence, le groupe s'est lancé au début des années 1990, dans « la fabrique du doute » sur l'origine du réchauffement climatique et dans la mobilisation contre l'écotaxe et contre toute velléité de freiner l'industrie fossile. À partir de 2006, c'est le tournant « développement durable » du groupe à grand renfort de com', chartes, déclarations et conférences... Cependant la réalité fossile demeure : entre 2015 et 2019, Total a dépensé 77 milliards de dollars dans l'exploration du pétrole et du gaz pour à peine 5 milliards dans les renouvelables. Et ça va continuer (si on le laisse faire) entre 2026 et 2030: près de 80 % des investissements sont fléchés vers le gaz et le pétrole, avec des projets dévastateurs en Ouganda (400 puits et un l'oléoduc chauffé de 1.443 km menaçant plus de 30 000 personnes) et en Arctique (augmentation de production de Gaz Naturel Liquéfié)...

Alors que les factures d'énergie pèsent de plus en plus lourd pour les plus modestes, TotalEnergies profite à fond de la conjoncture: son bénéfice net est multiplié par 23 sur un an !

Alors faisons un geste pour le climat. Lançons **une mobilisation unitaire pour exproprier TotalEnergies sans indemnités**. Ce serait une avancée vers la socialisation de la production de l'énergie sous le contrôle des salariéEs – qui ont des solutions sociales et écologiques comme à Grandpuits – et des usagerEs, pour une transition réelle vers les renouvelables et la sobriété énergétique.

La colère gronde en Guadeloupe et en Martinique où les syndicats ont appelé à la grève générale illimitée. En Guadeloupe, manifestations et barages se sont multipliés depuis des semaines. Même chose, depuis quelques jours à la Martinique. L'essentiel de la réponse du gouvernement, c'est l'envoi de renforts policiers et notamment d'éléments du GIGN. Ce mouvement est parti du refus de l'obligation vaccinale et du passe sanitaire, mais il a pris très vite un **tournant social très clair**. Les syndicats viennent en effet de mettre en avant une liste de 32 revendications parmi lesquelles :

- L'augmentation générale des salaires,
- Le remplacement de tous les départs à la retraite,
- L'arrêt des licenciements dans le privé et des suppressions de postes dans le secteur public,
- L'abrogation de la réforme de l'indemnisation du chômage,
- Le recrutement massif de soignants.

On peut bien sûr regretter que la colère se soit cristallisée au début contre la vaccination, qui reste un élément incontournable de lutte contre le Covid. Mais il faut comprendre que les Antillais ont **des raisons bien particulières de se méfier de tout ce qui vient de Paris**, après notamment le scandale de la **chlordécone**, ce pesticide employé dans la culture de la banane qui est à l'origine d'une importante vague de cancers. La situation néocoloniale dans laquelle se trouvent les Antilles contribue à cette méfiance.

Le **chômage, la vie chère**, l'impossibilité pour les jeunes de trouver un emploi dans ces îles ont rendu la situation explosive. **34 %** des Antillais vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 14 % de métropolitains, alors que les prix sont beaucoup plus élevés. Le prix du pain a augmenté de 68 %. Le taux de chômage officiel atteint **17 %**. Le pouvoir de Paris traite les Antillais avec mépris. « *Le gouvernement nous a envoyé 200 gendarmes de plus en 24 heures, mais il lui a fallu cinq semaines pour envoyer des bouteilles d'oxygène au CHU* », dénonce Elie Domota, dirigeant de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens.

**Non à la répression,
Solidarité avec la lutte des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique.**

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:
npsaintmalo@gmail.com

Ce numéro de
Rouge Émeraude
est un supplément à
l'Anticapitaliste
n°592